

**ÉCHEC DE LA ZLÉA ET RENAISSANCE DU MERCOSUR : VERS UNE
POLARISATION DES RELATIONS NORD-SUD DANS LES AMÉRIQUES?**

Par Philippe Joly

www.philippejoly.org

Le 9 avril 2009

ÉCHEC DE LA ZLÉA ET RENAISSANCE DU MERCOSUR : VERS UNE POLARISATION DES RELATIONS NORD-SUD DANS LES AMÉRIQUES?

Union européenne, Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) : la constitution de blocs régionaux de libre-échange est une tendance lourde dans le nouvel ordre économique du 21^e siècle (Guimaraes 2004). À travers les jeux d'alliance qu'ils suscitent, les groupes régionaux reconfigurent les rapports de force politiques préexistants entre les États et modifient le jeu diplomatique. Dans cette mouvance, la libéralisation des échanges dans les Amériques pose cependant des défis sans précédent : au Nord comme au Sud, l'asymétrie entre les pays, en termes de population, de taille du marché, de niveau de vie, de revenu par capita et de PIB, est énorme (Phillips 2003, 336). Officiellement lancé en 1994 sous l'impulsion du gouvernement américain, le projet de bâtir une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) réunissant 34 États aux profils politiques et économiques fort différents est donc ambitieux (Van Rompay 2004, 122), mais l'ascendant des États-Unis sur le continent américain permet d'espérer une conciliation des intérêts divergents (Phillips 2003, 330). Les États-Unis se verront cependant confrontés à une opposition grandissante menée par les membres du Marché commun du Sud, le Mercosur¹, entraînant, en 2005, l'échec des négociations sur l'intégration hémisphérique (Rohter et Bumiller 2005). Le Mercosur qui regroupe, au moment des négociations, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, connaît une certaine renaissance sous le leadership brésilien (Bourne 2008, 156). Comment expliquer cette réviviscence du Mercosur et du même coup l'échec de la ZLÉA, alors que ces ententes visent toutes deux une certaine libéralisation des marchés dans les Amériques ? Nous tenterons de démontrer que cette situation est le reflet d'une polarisation des relations Nord-Sud dans les Amériques par laquelle le

¹ Nous utiliserons ici le terme espagnol Mercosur («*Mercado Común del Sur*») plutôt que le terme portugais Mercosul («*Mercado Comum do Sul*»), le premier étant plus fréquemment utilisé dans la littérature politique (Mercosur s.d.).

Brésil, nouvel hégémon régional, agit d'abord en faveur de ses intérêts nationaux et encourage ainsi une consolidation du bloc sud afin de faire contrepoids aux États-Unis.

Cet essai se propose d'utiliser une perspective néoréaliste des relations internationales afin d'analyser la recherche de gains relatifs par les deux acteurs principaux de l'intégration régionale dans les Amériques : les États-Unis et le Brésil. Nous présenterons d'abord quelques concepts de la théorie néoréaliste pouvant être retenus pour notre recherche, puis nous retracerons l'évolution des négociations sur la ZLÉA et les transformations du Mercosur de 1990 à aujourd'hui. Enfin, nous tâcherons de voir si la position de force acquise par le Brésil lors des négociations sur la ZLÉA demeure et si le pays peut maintenant prétendre à l'hégémonie régionale.

Néoréalisme et intégration : la spécificité des Amériques par rapport à l'Europe

Pour les réalistes classiques, « l'interdépendance politique et militaire des États est négative puisqu'elle est synonyme d'une limitation de la souveraineté des États faibles par les États plus puissants » (Éthier et Zahar 2006, 48). Les néoréalistes amènent un éclairage nouveau en s'intéressant aussi à l'interdépendance économique. Selon eux, cette dernière permettrait aux pays riches d'imposer leur domination sur les pays pauvres (Éthier et Zahar 2006, 48). Comme nous le verrons plus loin, cette proposition proche de la perspective néomarxiste nous sera particulièrement utile dans l'analyse des liens de dépendance qui unissent certains pays de l'Amérique latine aux États-Unis. Pour les néoréalistes, la coopération internationale ne peut s'expliquer que par la dynamique structurelle du système international (Schwok 2005, 75). Ainsi, pour John Mearsheimer, « l'intégration européenne est perçue comme une créature du système bipolaire répondant à la dynamique de la rivalité Est-Ouest » (Schwok 2005, 76) : elle n'est que l'expression concrète du principe de l'équilibre des puissances de Kenneth Waltz (Battistella 2006, 361). L'association des pays européens est ainsi le reflet d'un mouvement de *bandwagoning*

derrière la puissance américaine justifié par la menace soviétique durant la guerre froide (Macleod 2008, 87). Mearsheimer et d'autres néoréalistes avaient prédit l'effondrement de la Communauté européenne après la chute du régime soviétique. Or, comme on le sait, cette prédiction s'est avérée fautive avec l'adoption du traité de Maastricht en 1992 et de l'euro dix ans plus tard (Battistella 2006, 359-60 ; Encyclopédie Universalis 2009). Cette situation a amené la plupart des néoréalistes à délaisser le champ d'étude de l'intégration politique et économique, au profit des libéraux institutionnalistes, notamment ceux de l'approche néo-fonctionnaliste (Battistella 2006). Seul Joseph Grieco a continué de développer la pensée néoréaliste en matière d'intégration, en proposant un modèle original que nous présentons en annexe² et dont nous nous servons plus loin.

Il importe de mentionner que l'intégration dans les Amériques s'avère fort différente de l'intégration européenne. En effet, dans l'ALÉNA et dans le MERCOSUR, les institutions supranationales demeurent très limitées et sont largement contrôlées par les deux puissances régionales, les États-Unis et le Brésil, qui dominent leurs blocs régionaux respectifs. La souveraineté de ces deux États est donc maintenue – voire augmentée – et une étude de leurs rivalités, à travers le cadre néoréaliste, s'avère particulièrement intéressante (Van Rompay 2004).

1990-2001 : Intégration régionale et projets hémisphériques

Intégration régionale : relations instables entre les acteurs sud-américains

Le géant brésilien, de par sa différence culturelle, mais surtout de par l'immensité de son potentiel économique, suscite depuis toujours la méfiance de ses voisins hispaniques. Comme le souligne Alain Rouquié : « son expansion, depuis l'époque coloniale, est une réalité qui inquiète d'ailleurs ses voisins désunis. Ses intentions sont toujours suspectées » (Rouquié 2006, 326).

² Voir annexe 1 - Le dilemme du prisonnier : une perspective néoréaliste.

Ainsi, l'échec des premiers projets d'intégration régionale, comme l'Association de libre-échange latino-américaine (ALELA) en 1960 et l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) en 1980, n'est-il pas surprenant (Roett 1999, 1). Cependant, suite aux transitions démocratiques en Argentine (1983) et au Brésil (1985), les contacts diplomatiques entre ces deux grands rivaux s'améliorent (Roett 1999, 3). Si les libéraux peuvent y voir une preuve de la *théorie de la paix démocratique* (Éthier et Zahar 2006), les néoréalistes comme Raymond Aron considèrent plutôt que « l'anarchie implique la pluralité des objectifs poursuivis par les États en fonction de leurs régimes et de leurs valeurs ainsi que de ceux des autres » (Battistella 2006, 132), et ainsi, la stabilisation des relations en Amérique du Sud peut-elle s'expliquer notamment par l'imposition globale du *Consensus de Washington* qui exige des réformes structurelles cohérentes dans tout l'hémisphère sud (Carranza 2004, 320).

Bien que des rivalités demeurent entre les deux principales économies de l'Amérique du Sud, la nouvelle dynamique entre le Brésil et l'Argentine amène les deux ennemis d'autrefois à s'entendre, en 1988, sur la création d'un marché commun entre les deux États avant 1995. Ce projet, formalisé dans le Traité d'Asunción (1991), est élargi au Paraguay et à l'Uruguay (Pereira 1999, 9). Les quatre pays s'entendent pour constituer ce qui deviendra le Marché commun du sud, le Mercosur, et dont l'objectif sera de libéraliser les échanges, d'établir un tarif douanier extérieur commun (TDEC), de coordonner les politiques macroéconomiques des membres et d'adopter des ententes commerciales sectorielles (Pereira 1999, 10). Malgré certains succès, notamment l'ajout de deux nouveaux pays associés, le Chili et la Bolivie, en 1996, le Mercosur se verra incapable d'affronter la tempête économique qui frappera la région à la fin des années 90 (Europa World 2009a). L'effondrement de la politique monétaire argentine et la dévaluation du Réal brésilien place le Mercosur au bord du gouffre. Dans la tourmente, les membres adoptent des mesures

protectionnistes, « le commerce interne stagne et le TDEC ne devient plus que symbolique »³ (Carranza 2004, 320). Conformément à la perspective néoréaliste, lorsque la souveraineté des États est en danger, ces derniers font primer leur intérêt national sur l'intérêt collectif. Cela permet d'expliquer le refus des membres du Mercosur de coordonner, dans cette crise, leurs politiques macroéconomiques. Dans la prochaine section, nous verrons comment cette situation placera les membres du Mercosur en position de faiblesse face aux États-Unis, dans les négociations sur la ZLÉA.

Intégration hémisphérique et hégémonie américaine

C'est Georges Bush Sr qui le premier propose, en 1990, d'établir une zone de libre-échange s'étendant de l'Alaska à la Terre de Feu. L'Entreprise pour l'initiative des Amériques (EIA)⁴ qui vise la concrétisation ce projet d'ici 2005 est lancée unilatéralement par le gouvernement américain (Phillips 2003, 327). En 1994, sous la présidence de Bill Clinton, les États-Unis invitent l'ensemble des leaders des pays démocratiques du continent américain, au sommet de Miami, afin de participer aux premières négociations pouvant mener à la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) prévue pour 2005. Cet espace économique regrouperait alors 34 pays d'une population totale de 800 millions de personnes et d'un PIB combiné de 13 billions de dollars (Carranza 2004, 319).

Certains auteurs ont suggéré que cette initiative permet alors aux États-Unis d'espérer consolider leur position hégémonique régionale et mondiale :

Le gouvernement américain a été la force motrice [de l'intégration], et son hégémonie a été façonnée, depuis le début des années 1970, dans le but de disséminer le néolibéralisme et la démocratie. Ainsi, le projet hémisphérique ne constitue pas seulement une tentative de renforcer la structure d'un système

³ « Intra-group trade has stagnated and the common external tariff (CET) has become largely symbolic ». [Traduction personnelle. Sauf indication contraire, toutes les traductions de cette recherche seront formulées par l'auteur et la citation originale apparaîtra en note.]

⁴ De son nom original, « Enterprise for the Americas Initiative (EAI) ».

économique et politique néolibéral (et démocratique) dans les Amériques, mais aussi une façon de consolider l'hégémonie américaine, tant régionalement que globalement (Phillips 2003, 330).⁵

Phillips souligne aussi que les avantages commerciaux, donc les gains *absolus*, de l'intégration hémisphérique sont limités pour les États-Unis, « les économies du Cône Sud du Mercosur ne représentant qu'une portion modeste des échanges entrants et sortants des États-Unis »⁶ (Phillips 2003, 330). Afin de comprendre l'intérêt du gouvernement américain dans les négociations sur la ZLÉA, l'approche néoréaliste nous amène plutôt à considérer les gains *relatifs* en jeu. Pour Gilpin, les capacités économiques et technologiques constituent la base de la puissance des États (Battistella 2006, 135). Or, les États-Unis, qui dominaient la scène économique mondiale depuis le début des années 1990, sont de plus en plus menacés par des puissances émergentes comme la Chine, l'Inde et, bien sûr, le Brésil. L'approche unilatérale de l'hégémon américain a beaucoup de mal à s'imposer à l'échelle mondiale, notamment à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Phillips 2003, 332). Ainsi, l'objectif ultime de la ZLÉA n'est pas d'*accroître* la suprématie économique des États-Unis sur la région, mais bien de *maintenir* la position hégémonique mondiale de ces derniers dans un ordre mondial qui tend vers la multipolarité, système hautement instable pour les néoréalistes (Phillips 2003, 330-3 ; Battistella 2006, 135-8).

Les négociations sur la ZLÉA se poursuivent au sommet de Santiago en 1998. On décide alors de permettre des discussions dites de *bloc à bloc*, ce qui permettra au Mercosur et aux autres entités sous-régionales (à l'exception de l'ALÉNA) de négocier d'une seule voix pour leurs membres (Carranza 2004, 321 ; Van Rompay 2004, 121-5). De plus, on rejette l'idée initiale des

⁵ « The US government has been the driving force, and its hegemony since the early 1970s has been moulded systematically to the purpose of disseminating the twin values of neoliberalism and democracy. The hemispheric project thus constitutes not only an attempt further to reinforce a neoliberal (and democratic) political economy in the Americas, but also an entrenchment of both the global and the regional hegemony of the US itself. »

⁶ « The Southern Cone economies of the Mercosur representing only a very modest portion of trade flows to and from the US ».

États-Unis de procéder à une annexion graduelle des pays latino-américains à l'ALÉNA. La ZLÉA constituerait plutôt un accord unique qui devrait être mis en place de façon uniforme à l'échelle continentale d'ici 2005 (Van Rompay 2004, 121-5). Cette stratégie est à double tranchant pour les États-Unis : elle peut certes accélérer les négociations en réduisant le nombre d'interlocuteurs, mais elle peut également faciliter la constitution d'une opposition unifiée. En 1998, le Mercosur est grandement affecté par les problèmes économiques qui frappent ses deux principaux membres. Le Brésil, dont l'économie diversifiée ne dépend pas des États-Unis⁷, contrairement à ses partenaires sud-américains, trouve peu d'intérêt dans le projet hémisphérique, mais se contente de ralentir les négociations plutôt que de s'affirmer ouvertement contre, craignant l'isolement dans cette période économique difficile (Van Rompay 125-6). Comme nous le verrons cependant, l'arrivée de Lula à la tête de l'État brésilien, la relance économique qui l'accompagne et le renforcement du Mercosur amèneront le géant du sud à adopter une position beaucoup plus tranchée.

2002-2005 : L'effet Lula

Priorité régionale, vision globale : une nouvelle place sur l'échiquier mondial pour le Brésil

« Dans les conditions actuelles, la ZLÉA ne sera pas un accord de libre-échange, mais un processus d'annexion économique du continent aux États-Unis, avec des conséquences extrêmement graves pour les structures de production de nos pays »⁸ (Phillips 2003, 340), affirme Luiz Inácio Lula da Silva, le candidat du parti des travailleurs (PT) et futur président brésilien, lors de la campagne présidentielle de 2002. La politique étrangère du nouveau président est extrêmement active et s'avère très sensible à la défense de la souveraineté nationale, ce qui lui

⁷ Dans les années 1990, 60% du commerce brésilien est fait avec l'Union européenne (Phillips 2003, 336).

⁸ « Under present conditions, the FTAA will be not a free trade agreement but a process of the economic annexation of the continent by the United States, with extremely serious consequences for the productive structure of our countries ».

donne un préjugé défavorable par rapport à la ZLÉA. L'approche de Brasilia « met l'accent sur les Nations Unies [et] conteste l'hégémonie américaine dans le système suivant la guerre froide »⁹ (Bourne 2008, 153). Lula multiplie les rencontres avec ses homologues de partout sur la planète, particulièrement avec ses partenaires sud-américains, et semble jouer sur tous les tableaux : il est invité de façon récurrente, comme observateur, au G8 où il présente le Brésil comme une puissance montante aux côtés de la Chine, de l'Inde et de la Russie¹⁰, alors qu'à l'OMC, à travers le Cycle de Doha, il se bat aux côtés des pays du tiers-monde pour l'abolition des subventions agricoles des pays développés (Bourne 2008, 159-61 ; Rouquié 2006, 360 ; Van Rompay 2004, 127). Sous sa gouverne, le Brésil prend aussi le commandement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) : un argument de plus en vue d'obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité lors des réformes annoncées aux Nations Unies (Bourne 2008, 158 ; Rouquié 2006, 371). Grand pays émergent, « superpuissance verte », puissance militaire montante, le Brésil de Lula cherche à « préserver son autonomie de décision et peser sur les règles du jeu mondial au service du développement national. [...] Il veille pour cela à écarter les contraintes externes qui affecteraient négativement sa souveraineté et son économie » (Rouquié 2006, 374). Les négociations sur la ZLÉA n'échapperont pas à la politique extérieure « visible, sinon spectaculaire » de Lula (Rouquié 2006, 359).

Faire contrepoids aux États-Unis

Sous Lula, la situation économique du Brésil se stabilise et entame une forte croissance. En meilleure position économique et disposant d'une plus grande influence internationale, le Brésil peut espérer obtenir certains avantages commerciaux dans une éventuelle ZLÉA.

⁹ « This approach placed emphasis on the United Nations, challenged the hegemony of the United States in the post-Cold War system ».

¹⁰ Le groupe des grands pays émergents désigné par l'acronyme BRIC.

« INCLURE LE GRAPHIQUE 1 ICI »

Il doit cependant mesurer les gains absolus et les gains relatifs de l'association : « D'un côté, [le Brésil] souhaite maximiser des gains en s'associant avec les États-Unis et l'Amérique du Nord. De l'autre, il entend repousser la puissance américaine hors de l'Amérique du Sud »¹¹ (Poitras 2001, 141-2). Conformément à la proposition de Grieco,¹² la coopération mutuelle n'offre pas forcément d'utilité réelle pour le Brésil malgré l'obtention possible de gains absolus (Grieco 1988a). En effet, en acceptant le modèle « amendé » du dilemme du prisonnier, on constate que l'État brésilien, qui tente de se positionner comme leader régional, subirait des pertes relatives en laissant s'imposer la domination idéologique et économique américaine. La solution *exit*, issue de la théorie de la *voice opportunity* d' Hirschman et récupérée par Grieco, peu donc s'avérer la meilleure solution (Battistella 2006, 360). La stratégie brésilienne de négociation dans la ZLÉA va donc être de tenter le « tout ou rien » : maximiser les gains absolus du Brésil sur les questions les plus sensibles, l'agriculture et les propriétés intellectuelles, ou sortir des négociations en entraînant avec lui ses partenaires du Mercosur qui constituent avec lui le moteur économique du sous-continent.

Dans la dernière phase des négociations sur la ZLÉA (2003-2005), le Brésil obtient le rôle de co-président aux côtés des États-Unis. Au fur et à mesure que progressent les discussions, la position du Mercosur se renforce, des mécanismes de conciliation interne permettent de présenter une position commune afin d'équilibrer la puissance américaine (Phillips 2003, 343). Pour l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, cette stratégie s'apparente l'option *voice* dans la théorie d'Hirschman adaptée par Grieco : ceux-ci profitent ainsi de la co-présidence brésilienne pour faire porter leur voix. Cette interprétation s'accorde aussi avec la proposition de Gilpin qui affirme que

¹¹ « On the one hand, [Brazil] wishes to maximize its gains by jumping on the bandwagon with the United States and North America. On the other, it wishes to play off the power of the United States in South America. »

¹² Voir Annexe 1 - Le dilemme du prisonnier : une perspective néoréaliste.

« les puissances ne cherchent pas toutes à s'équilibrer les unes les autres, mais acceptent que l'une d'entre elles assume le *leadership* » (Battistella 2006, 140). Pour le Brésil, cette position de *leader* renforce passablement son influence sur le sous-continent :

La consolidation du Mercosur comme acteur international et comme pôle d'attraction pour les autres pays sud-américains constitue un instrument fondamental pour renforcer la position du Brésil dans les négociations sur la ZLÉA. Le Mercosur donne au Brésil une force de négociation qu'il n'aurait pas individuellement¹³ (Van Rompay 2004, 132).

En novembre 2005, le dernier sommet panaméricain sur la ZLÉA a lieu à Mar del Plata en Argentine (Rohter et Mumiller 2005). Acculés au pied du mur, les États des Amériques n'ont plus de choix : s'entendre sur un projet de libre-échange ou de rompre les négociations et d'abandonner la ZLÉA. Dans les discussions finales, les États-Unis continuent de susciter la méfiance. En effet, le président Bush n'ayant pas obtenu une procédure dite en *fast track* complète, des pans entiers de l'éventuelle entente hémisphérique – qui plus est, sur les aspects les plus sensibles pour le Brésil : la question des propriétés intellectuelles, les appels d'offre pour les services publics et les subventions agricoles – peuvent être modifiés ou refusés par le Congrès américain (Sader 2006 ; Carranza 2003, 323 ; Rouquié 2006, 362). Devant l'impasse, les membres du Mercosur et le Venezuela de Hugo Chavez se retireront des négociations conduisant le projet de la ZLÉA à sa perte (Rohter et Mumiller 2005). Le Brésil choisit donc l'option *exit*, la défection, qui bien qu'elle n'apporte aucun gain absolu, représente un gain relatif immense. En ayant réussi à diriger une opposition consensuelle face aux États-Unis, le Brésil s'est ainsi défini comme *le* leader sud-américain pouvant contrebalancer la puissance américaine. L'échec de la ZLÉA est donc une victoire pour Brésil.

¹³ « The consolidation of Mercosur as an international player and as a pole of attraction for other Latin American countries constitutes a fundamental instrument to strengthen Brazil's position in the FTAA negotiations. Mercosur gives Brazil a negotiating power that it would not have as an individual country. »

2006-aujourd'hui : Le Brésil, nouvel hégémon régional ?

Le Mercosur connaît quelques succès après l'aventure de la ZLÉA. Le marché qui compte depuis peu trois nouveaux pays associés, la Colombie (2003), l'Équateur (2003) et le Pérou (2004), accueille le Venezuela comme membre à part entière en 2006 (Europa World 2009b). Malgré cet agrandissement, l'économie brésilienne continue de dominer largement le Mercosur.

« INCLURE LE GRAPHIQUE 2 ICI »

Les membres du Mercosur participent aussi à l'élaboration de projets d'infrastructure communs et mettent en place des ententes commerciales sectorielles (Bourne 2008, 156). Cependant, la prétention du Brésil « d'être à la tête » de l'Amérique gêne ses partenaires hispaniques. Ceux-ci refusent d'appuyer le Brésil dans sa candidature comme membre permanent du Conseil de sécurité (Bourne 2008). En 2005, la candidature brésilienne au poste de directeur général de l'OMC ne passe pas le premier tour alors que les pays en développement se rangent plutôt derrière les candidats mauritanien et uruguayen (Bourne 2008, 161). Durant la même année, le Paraguay entame une coopération militaire avec les États-Unis mal vue par le Brésil (Rouquié 2006, 368). En 2006, en Bolivie, le président Evo Morales menace de nationaliser les industries pétrolières et gazières dans son pays, notamment le géant énergétique brésilien Petrobrás (Bourne 2008, 157). On le voit, si l'influence brésilienne a été déterminante dans les négociations sur la ZLÉA, la méfiance et les trahisons existent encore le Brésil et ses voisins. Il est probablement trop tôt pour affirmer que le Brésil peut prétendre à l'hégémonie régionale. L'empreinte américaine demeure profonde. Cela toutefois, ne contredit pas l'approche néoréaliste : le *bandwagoning* derrière le Brésil durant les négociations sur la ZLÉA reflète l'importance des enjeux et l'effet structurant de l'équilibre des puissances dans ce moment critique.

Conclusions

Nous pouvons affirmer en conclusion que l'échec de la ZLÉA a effectivement contribué à une certaine polarisation des relations nord-sud dans les Amériques. Il représente un gain relatif important du Brésil par rapport aux États-Unis. Par contre, comme nous venons de le voir, l'instabilité historique des relations sud-américaines, bien que moindre aujourd'hui, demeure et il nous semble que le Brésil ne peut pas prétendre au titre d'hégémon régional. Le cadre néoréaliste nous a fourni une base solide d'analyse nous permettant de comprendre les ambitions hégémoniques des États-Unis dans le projet de la ZLÉA et la dynamique des gains relatifs et absolus entre les puissances brésilienne et américaine. À travers l'analyse des capacités économiques de Gilpin et la théorie de la prise de parole de Grieco, nous avons aussi montré le processus expliquant l'association des pays tiers à l'intérieur du Mercosur. Par contre, le cadre néoréaliste a limité notre analyse au niveau du système international. L'utilisation de l'approche intergouvernementaliste libéral de Moravcsik, nous permettrait de saisir la relation entre les groupes de pression, notamment ceux issus du milieu des affaires, et l'attitude des gouvernements dans les négociations sur l'intégration (Battistella 2006, 384-388). Enfin, l'approche constructiviste pourrait s'avérer pertinente dans la mesure où elle pourrait expliquer la transformation de la vision qu'a le Brésil de lui-même, non plus comme un géant tranquille, mais comme un acteur clé de la scène internationale (Battistella 2006).

Bibliographie

- Battistella, Dario. 2006. *Théories des relations internationales*. Paris : Presses de Science Po.
- Bourne, Richard. 2008. *Lula of Brazil: the story so far*. Berkeley : University of California Press.
- Carranza, Mario E. 2004. « Mercosur and the end game of the ftaa negotiations: challenges and prospects after the argentine crisis ». *Third World Quarterly* 25 (2) : 319-37.
- Embassy of Brazil in London. 2009. *GDP, growth and employment*. En ligne.
<http://www.brazil.org.uk/economy/gdp.html> (page consultée le 3 avril 2009).
- Encyclopédie Universalis. 2009. *Traité de Maastricht*. En ligne.
http://www.universalis.fr/encyclopedie/Z020086/TRAITE_DE_MAASTRICHT.htm (page consultée le 1er avril 2009).
- États-Unis, Central Intelligence Agency. 2009. *The World Factbook*. En ligne.
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/> (page consultée le 3 avril 2009).
- Éthier, Diane et Marie-Joëlle Zahar. 2006. *Introduction aux relations internationales*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Europa World. 2009a. *Activities (Southern Common Market (MERCOSUR/MERCOSUL))*. En ligne. <http://europaworld.com/entry/mercosur.io.38> (page consultée le 3 avril 2009).
- Europa World. 2009b. *External relations (Southern Common Market (MERCOSUR/MERCOSUL))*. En ligne. <http://europaworld.com/entry/mercosur.io.39> (page consultée le 3 avril 2009).
- Grieco, Joseph M. 1988a. « Anarchy and the Limits of Cooperation: A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionalism ». *International Organization* 42 (3) : 485-507.
- Grieco, Joseph M. 1988b. « Realist Theory and the Problem of International Cooperation: Analysis with an Amended Prisoner's Dilemma Model ». *Journal of Politics* 50 (août) : 600-24.
- Guimaraes, Samuel Pinheiro. 2004. « Brazil, Mercosur, the FTAA and Europe ». Dans Paulo Vizontini et Marianne Wiesebron, dir., *Free Trade for the Americas: the United States' Push for the FTAA Agreement*. London : Zed Books, 109-19.
- MacLeod, Alex, dir. 2008. *Relations internationales : théories et concepts*. Montréal : CEPES.
- Mercosur. S.d. *Quienes Somos*. En ligne.
<http://www.mercosur.int/msweb/portal%20intermediario/es/index.htm> (page consultée le 30 mars 2009).

- Phillips, Nicola. 2003. « Hemispheric Integration and Subregionalism in the Americas ». *International Affairs* 79 (2) : 327-49.
- Pereira, Lia Valls. 1999. « Toward the Common Market of the South: Mercosur's Origins, Evolution, and Challenges ». Dans Riordan Roett, dir., *Mercosur: regional integration, world markets*. Boulder, Colo : Lynne Rienner, 7-23.
- Poitras, Guy. 2001. *Inventing North America: Canada, Mexico, and the United States*. Boulder, CO : Lynne Rienner.
- Preusse, Heinz G. 2004. « The Future of MERCOSUR ». Dans Sidney Weintraub, Alan M. Rugman et Gavin Boyd, dir., *Free Trade in the Americas*. Cheltenham : Edward Elgar, 127-150.
- Roett, Riordan. 1999. « Introduction ». Dans Riordan Roett, dir., *Mercosur: regional integration, world markets*. Boulder, Colo : Lynne Rienner, 1-5.
- Rohter, Larry et Elisabeth Bumiller. 2005. « Hemisphere Meeting Ends Without Trade Consensus ». *The New York Times* (New York), 6 novembre : 1,8.
- Rouquié, Alain. 2006. *Le Brésil au XXI^e siècle : naissance d'un nouveau grand*. Paris : Fayard.
- Sader, Emir. 2006. « Un acteur majeur de l'intégration régionale ». *Le Monde diplomatique* (Paris), décembre : 16-7.
- Schwok, René. 2005. *Théories de l'intégration européenne*. Paris : Montchrestien.
- Van Rompay, Jan. 2004. « Brazil's Strategy towards the FTAA ». Dans Paulo Vizontini et Marianne Wiesebron, dir., *Free Trade for the Americas: the United States' Push for the FTAA Agreement*. London : Zed Books, 120-48.

ANNEXES

Annexe 1 - Le dilemme du prisonnier : une perspective néoréaliste

Le problème de la coopération internationale peut se résumer par le dilemme du prisonnier, une expérience inspirée de la théorie des jeux (Battistella 2006, 403). Dans cette dernière, deux États en négociation, A et B, sont confrontés à un choix : chacun peut soit coopérer (C), soit faire défection (D).

« INCLURE LE TABLEAU 1 ICI »

Pour les néolibéraux, si les deux États ont des intérêts communs à s'associer, les gains *absolus* possibles pour un État A, parmi les quatre situations possibles présentées dans le tableau 1, sont dans l'ordre d'importance : $D_A C_B > C_A C_B > D_A D_B > C_A D_B$ (Grieco 1988a, 493). Cette déduction permet aux néolibéraux d'affirmer que la création de régimes internationaux et d'institutions supranationales est justifiée car, en permettant une meilleure communication entre les acteurs internationaux et en réduisant les incertitudes quant aux intentions des États, elle contraint ces derniers à toujours opter pour la coopération mutuelle, ce qui empêche la réalisation de scénarios négatifs, tels $D_A D_B$ (double défection) et $C_A D_B$ (triche du partenaire), pour l'État A (Battistella 2006, 408). Certes, ce dernier renonce ainsi au gain maximal ($D_A C_B$), mais la fin des incertitudes dans les relations entre les partenaires étatiques offre à terme des bénéfices supérieurs (« on ne peut pas toujours gagner au jeu »). Les néoréalistes proposent une approche beaucoup moins linéaire. Contrairement aux néolibéraux qui ne résonnent qu'en termes de gains absolus, les néoréalistes ajoutent la dimension relative. En effet, comme le suggère Grieco, pour les néoréalistes, les États n'agissent pas de façon *atomiste* sans égard au contexte géopolitique dans lequel ils se situent : les États sont des entités *positionnelles* qui définissent leur comportement en fonction des menaces à leur survie que font peser les autres États dans le système anarchique international. Ainsi, dans le dilemme du prisonnier, la coopération mutuelle peut s'avérer plus

dangereuse que la double défection si l'État partenaire, en augmentant ses capacités grâce aux gains de l'association, nous menace par la suite. Grieco propose ainsi un modèle « amendé » du dilemme du prisonnier dans lequel les États seraient amenés à considérer à la fois les gains *absolus* et les gains *relatifs* selon l'équation suivante (Grieco 1998b, 608) :

$$(1) \quad U = V - k(W - V) \quad \text{où} \quad \begin{array}{l} U = \text{utilité de la coopération} \\ V = \text{gains absolus de l'État} \\ k = \text{sensibilité de l'État à l'égard des gains} \\ \quad \text{possibles dans la négociation}^{14} \\ W = \text{gains absolus du partenaire} \end{array}$$

Dans cette équation synthétique, Grieco combine donc les gains absolus (V) et les gains relatifs ($-k(W-V)$). Elle s'avérera particulièrement efficace dans l'explication de l'échec des négociations sur la ZLÉA.

¹⁴ Cette sensibilité peut varier en fonction de l'importance du partenaire, de la stabilité du système international et de la nature des questions traitées (*high* ou *low politics*).

Annexe 2 - Tableaux

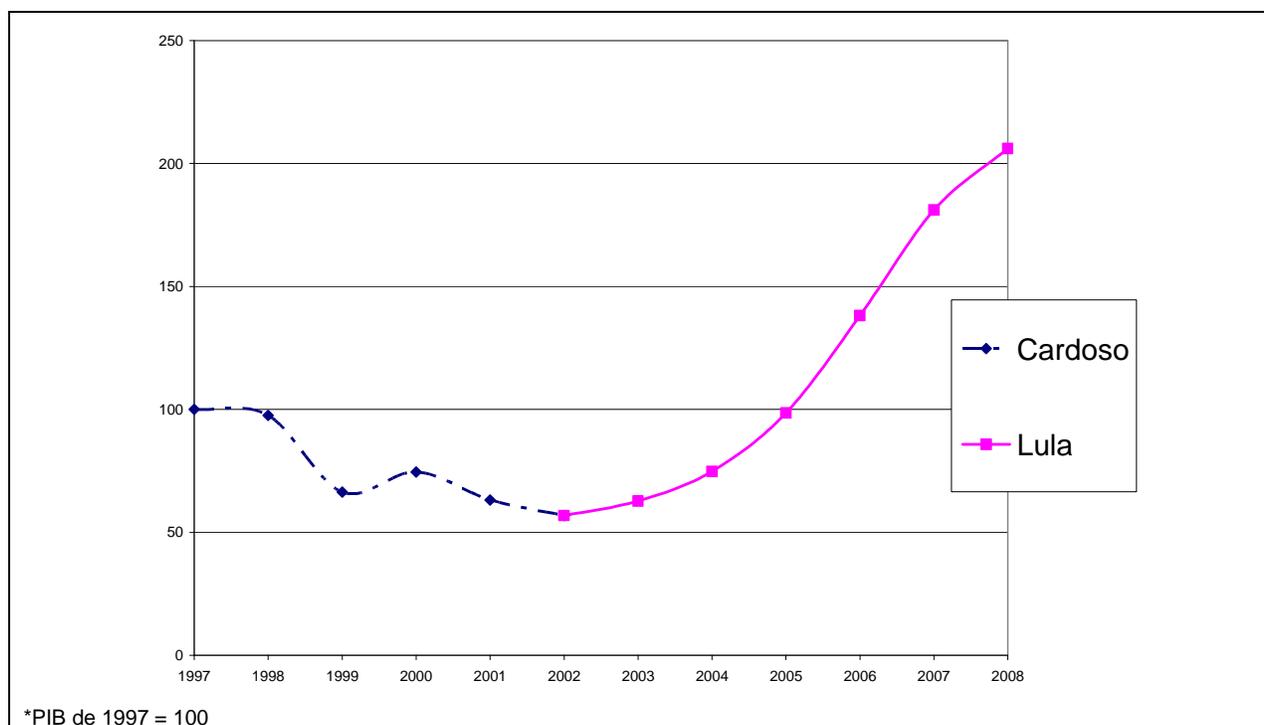
Tableau 1 : Le dilemme du prisonnier

		État B	
		Coopération	Défection
État A	Coopération	$C_A C_B$	$C_A D_B$
	Défection	$D_A C_B$	$D_A D_B$

Tiré de Joseph Grieco, « Anarchy and the Limits of Cooperation: A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionalism », *International Organization*, 42 (3), 493.

Annexe 3 – Graphiques

Graphique 1 : Variation de la taille produit intérieur brut (PIB) du Brésil de 1998 à 2008 sous Cardoso et Lula

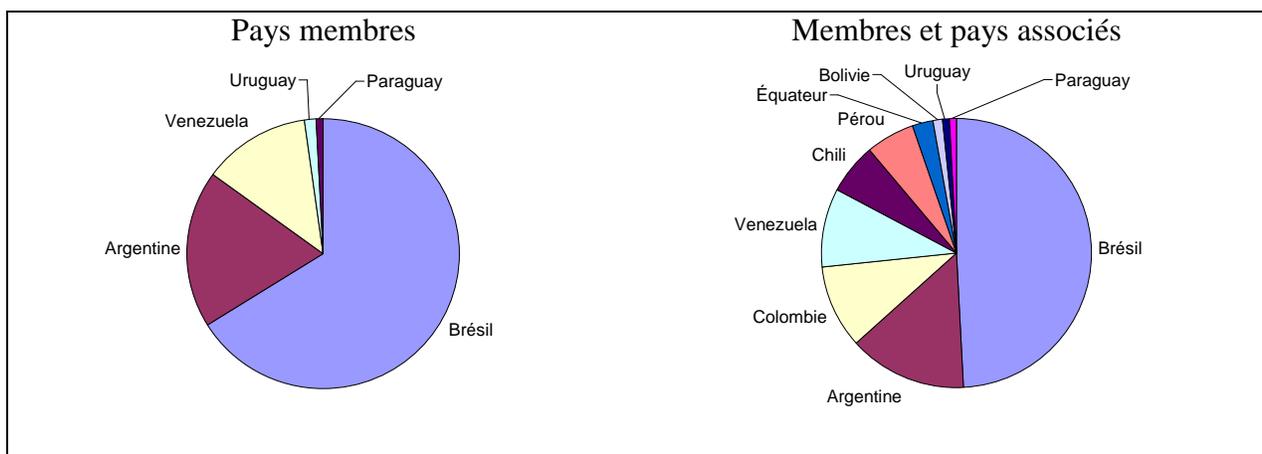


Note : la variation du PIB est mesurée à partir de données en dollars américains qui ne tiennent pas compte de la variation de la parité du pouvoir d'achat (PPA) en fonction de la fluctuation du taux de change du Real. Le graphique illustre donc aussi la crise de la dévaluation de la monnaie brésilienne à la fin des années 90.

Données de 1997 à 2007 issues de Embassy of Brazil in London, « GDP, growth and employment », (2009) En ligne. <http://www.brazil.org.uk/economy/gdp.html> (page consultée le 3 avril 2009).

Données de 1998 issues de États-Unis, Central Intelligence Agency, « The World Factbook », (2009) En ligne. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/> (page consultée le 3 avril 2009).

Graphique 2 : PIB des pays membres et associés du Mercosur (2008)



Données individuelles des pays tirées de États-Unis, Central Intelligence Agency, « The World Factbook », (2009) En ligne. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/> (page consultée le 3 avril 2009).